

Régime de prévoyance

des salariés non cadres relevant de la Convention collective
de Travail des Exploitations Agricoles du Tarn

Conditions Générales



AGRI PRÉVOYANCE



Groupe AGRICA

Titre 1 — Dispositions générales	4
ARTICLE 1-1 OBJET DU CONTRAT	4
ARTICLE 1-2 ORGANISMES ASSUREURS	4
ARTICLE 1-3 DÉLÉGATION DE GESTION	4
ARTICLE 1-4 PRÉSCRIPTION	4
ARTICLE 1-5 RECOURS CONTRE TIERS RESPONSABLE	5
ARTICLE 1-6 INFORMATIQUE ET LIBERTÉS	5
ARTICLE 1-7 RÉCLAMATIONS - MÉDIATION	5
Titre 2 — Exécution du contrat	6
ARTICLE 2-1 ADHÉSION DES ENTREPRISES AU CONTRAT	6
ARTICLE 2-2 PRISE D'EFFET / DURÉE ET RÉVISION	6
ARTICLE 2-3 GROUPE ASSURÉ	8
ARTICLE 2-4 AFFILIATION ET ADMISSION DANS L'ASSURANCE DES PARTICIPANTS	8
ARTICLE 2-5 CESSATION DE L'AFFILIATION ET DES GARANTIES	8
ARTICLE 2-6 OBLIGATIONS DE L'INSTITUTION	9
ARTICLE 2-7 OBLIGATIONS DE L'ENTREPRISE ADHÉRENTE	9
ARTICLE 2-8 OBLIGATIONS DU PARTICIPANT	9
Titre 3 — Les cotisations	10
ARTICLE 3-1 ASSIETTE DES COTISATIONS	10
ARTICLE 3-2 MONTANT DES COTISATIONS	10
ARTICLE 3-3 MODALITÉS DE PAIEMENT DES COTISATIONS	10
ARTICLE 3-4 DÉFAUT DE PAIEMENT DES COTISATIONS	11
Titre 4 — Garanties incapacité temporaire et permanente de travail	11
ARTICLE 4-1 INCAPACITÉ TEMPORAIRE DE TRAVAIL	11
ARTICLE 4-2 INCAPACITÉ PERMANENTE DE TRAVAIL	12
ARTICLE 4-3 REVALORISATION DES PRESTATIONS INCAPACITÉ DE TRAVAIL	13
ARTICLE 4-4 CUMUL DES PRESTATIONS INCAPACITÉ DE TRAVAIL	13
ARTICLE 4-5 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES EN CAS DE CONTRAT D'ASSURANCE ANTÉRIEUR À LA DATE D'EFFET	14
ARTICLE 4-6 CONTRÔLE DE L'INSTITUTION	14
Titre 5 — Garantie décès	15
ARTICLE 5-1 CONDITION D'OUVERTURE DU DROIT	15
ARTICLE 5-2 CAPITAL DÉCÈS	15
ARTICLE 5-3 RENTE ÉDUCATION	16
ARTICLE 5-4 INDEMNITÉ FRAIS D'OBSÈQUES	18
ARTICLE 5-5 EXCLUSIONS	18
ARTICLE 5-6 MAINTIEN DE LA GARANTIE DÉCÈS	18
Annexe 1 — Définitions	19

Préambule

Par la **Convention Collective de Travail du 06 mai 2002**, les partenaires sociaux du département du Tarn ont mis en place un régime complémentaire de prévoyance au bénéfice des salariés non cadres des Exploitations Agricoles.

Le régime mis en place a fait l'objet d'une révision partielle par avenants n°15 du 28 novembre 2005 (changement d'organisme assureur), n°26 du 03 juillet 2009 et n°31 du 3 juillet 2012 (modification des taux de cotisation).

Ce régime permet à **tous les salariés non cadres** des entreprises entrant dans le champ d'application territorial et professionnel de ladite Convention Collective de bénéficier, d'une protection sociale complémentaire harmonisée, en matière de garanties :

- **incapacité temporaire et permanente de travail** pour les salariés justifiant d'un mois d'ancienneté continue ou non dans l'entreprise.
- **décès**, sans condition d'ancienneté (sauf pour la rente éducation).

L'Institution AGRI PRÉVOYANCE a été désignée comme assureur du régime.

Ce régime, défini par la **Convention collective du 06 mai 2002** dans sa version en vigueur au **1^{er} janvier 2006**, est mis en œuvre par le présent contrat.

Titre 1 — Dispositions générales

ARTICLE 1-1 Objet du contrat

—
Le présent contrat, collectif et obligatoire, met en œuvre les garanties de prévoyance négociées par les partenaires sociaux signataires de **la Convention Collective de Travail du 06 mai 2002**. Il est régi par le LIVRE IX du Code de la Sécurité Sociale.

—
Ces garanties ont pour objet d'assurer, dans les conditions exposées aux Titres 4 et 5, les prestations suivantes :

- le versement d'une **indemnité journalière complémentaire** en cas d'incapacité temporaire de travail du participant consécutive à une maladie ou à un accident d'origine professionnelle ou non ;
- le versement d'une **rente mensuelle complémentaire** en cas d'incapacité permanente professionnelle du participant consécutive à un accident du travail, de trajet ou à une maladie professionnelle ;
- le versement d'une **pension d'invalidité complémentaire** en cas d'incapacité permanente du participant consécutive à une maladie ou à un accident d'origine privée ;
- le versement d'un **capital** au(x) bénéficiaire(s) en cas de **décès** du participant ;
- le versement d'une **rente annuelle d'éducation** aux enfants à charge en cas de décès du participant ;
- le versement d'une **indemnité d'obsèques** en cas de décès du conjoint ou des enfants à charge du participant.

ARTICLE 1-2 Organisme assureur

—
Les garanties du contrat sont assurées par :
AGRI PRÉVOYANCE (21, rue de la Bienfaisance – 75382 PARIS Cedex 08), Institution de Prévoyance régie par les dispositions de l'article L.727-2 du Code rural et du livre IX du code de la Sécurité Sociale, ci-après dénommée **« l'Institution »**.

AGRI PRÉVOYANCE est soumis au contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel (ACP), dont le siège se situe 61 rue Taitbout, 75009 PARIS.

ARTICLE 1-3 Délégation de gestion

—
AGRI PRÉVOYANCE délègue, dans le cadre d'une convention de gestion nationale, l'appel des cotisations de l'ensemble des garanties et le versement des prestations incapacité temporaire de travail aux **Caisses de Mutualité Sociale Agricole**.

—
Le règlement des prestations incapacité permanente et décès est effectué par AGRI PRÉVOYANCE.

ARTICLE 1-4 Prescription

—
Toute action dérivant des opérations mentionnées au contrat, se prescrit par deux ans à compter de l'évènement qui y donne naissance, conformément à l'article L 932-13 du Code de la Sécurité Sociale.

Ce délai est porté à :

- cinq ans en ce qui concerne la garantie incapacité temporaire de travail ;

→ et dix ans en ce qui concerne la garantie décès, lorsque le bénéficiaire est une personne distincte de l'assuré.

ARTICLE 1-5 Recours contre tiers responsable

—

Pour le paiement des prestations à caractère indemnitaires, l'Institution est subrogée jusqu'à concurrence desdites prestations dans les droits et actions du participant, du bénéficiaire ou de leurs ayants droit contre les tiers responsables conformément à l'article L. 931-11 du Code de Sécurité Sociale.

En application de ce texte, lorsque le participant est victime d'un accident de la circulation impliquant un véhicule terrestre à moteur, il doit, sous peine de perdre ses droits à garantie, déclarer à l'assureur de l'auteur de l'accident, le nom de l'Institution en tant que tiers payeur.

—

Toutefois, ce délai ne court :

- en cas de réticence, omission, déclaration fautive ou inexacte sur le risque couru, que du jour où AGRI PRÉVOYANCE en a eu connaissance ;
- en cas de réalisation du risque, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignorée jusque-là.

ARTICLE 1-6 Informatique et libertés

—

Les informations concernant les participants et leurs ayants-droit sont destinées aux services de l'Institution, au(x) mandataire(s), assureur(s),

réassureur(s) ainsi qu'aux organismes professionnels intervenant au contrat.

En application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, les intéressés peuvent demander, en justifiant de leur identité, communication et rectification, s'il y a lieu, de toute information les concernant qui figurerait sur tout fichier utilisé dans le cadre du présent régime par courrier au siège de l'Institution, 21, rue de la Bienfaisance, 75382 PARIS Cedex 08, ou par courriel à l'adresse suivante : « cnil.blf@groupagricra.com ».

ARTICLE 1-7 Réclamations - Médiation

—

En cas de désaccord persistant, en dehors de toute demande d'information ou d'avis, vous pouvez adresser une réclamation :

- soit par courrier à AGRI PRÉVOYANCE - Service Réclamations, 21 rue de la Bienfaisance, 75382 Paris cedex 08 ;
- soit par courriel sur le site Internet de AGRI PRÉVOYANCE en cliquant sur la rubrique « Réclamations ».

Vous devez préciser votre code client et le domaine concerné (prévoyance).

Dès lors, AGRI PRÉVOYANCE vous adresse un accusé de réception dans les 10 jours suivant la réception de votre demande et traite votre demande dans un délai maximal de 2 mois.

Par suite, vous pouvez présenter un recours auprès du Médiateur du Centre Technique des Institutions de Prévoyance (CTIP) dont le siège se situe 10 rue Cambacérés, 75008 Paris.

Titre 2 — Exécution du contrat

ARTICLE 2-1 Adhésion des entreprises au contrat

—
Le caractère obligatoire de l'adhésion de l'entreprise au présent contrat résulte de la signature de l'**avenant n°15 du 28 novembre 2005 à la Convention Collective de Travail du 06 mai 2002** par les partenaires sociaux et de son extension.

1. CHAMP D'APPLICATION DE L'ACCORD

Entrent dans le champ d'application de la Convention Collective de Travail du 06 mai 2002 et doivent donc adhérer au présent contrat les exploitations agricoles du département du Tarn.

2. ADHÉSION ET ANTÉRIORITÉ D'UN RÉGIME DE PRÉVOYANCE

Conformément aux termes de la Convention Collective de Travail du 06 mai 2002, tout employeur relevant du champ d'application de ladite Convention est tenu d'adhérer, pour l'ensemble de ses salariés concernés par le régime mis en place, à AGRI PRÉVOYANCE en application des modalités fixées dans la convention de gestion signée entre les partenaires sociaux et l'organisme désigné.

3. MODALITÉS D'ADHÉSION DES ENTREPRISES

L'Institution délègue aux Caisses de Mutualité Sociale Agricole le soin de procéder à l'enregistrement de l'adhésion des entreprises entrant dans le champ d'application. L'entreprise qui adhère au présent contrat est dénommée ci-après « **entreprise adhérente** ».

L'entreprise adhérente est informée de la prise en compte de son adhésion, par la réception d'un certificat d'adhésion valant conditions particulières.

ARTICLE 2-2 Prise d'effet / Durée et révision

1. PRISE D'EFFET

L'adhésion de l'entreprise au contrat prend effet :

- le jour de l'entrée en vigueur de l'avenant n°15 du 28 novembre 2005, soit le 1^{er} janvier 2006, et est mis en œuvre, par le présent contrat lorsque l'entreprise entre, à cette date, dans le champ d'application de la Convention Collective de Travail du 06 mai 2002 ;
- dès le 1^{er} jour de son entrée dans le champ de la Convention Collective de Travail du 06 mai 2002, notamment en cas de création d'entreprise postérieurement à la date d'entrée en vigueur de l'accord.

—
Le certificat d'adhésion adressé à l'entreprise adhérente précise la prise d'effet de son adhésion.

2. DURÉE

L'adhésion de l'entreprise au présent contrat étant rendue obligatoire par l'**avenant n°15 du 28 novembre 2005 à la Convention Collective de Travail du 06 mai 2002** les seuls cas de cessation de l'adhésion sont :

- le changement d'organisme assureur décidé par les partenaires sociaux signataires dudit avenant à la Convention Collective de Travail du 06 mai 2002 ;

- la dénonciation de la Convention Collective de Travail du 6 mai 2002 et ses différents avenants, ou la dénonciation des seules dispositions relatives au régime de prévoyance obligatoire (article 18 de la Convention) ;
- la cessation d'activité de l'entreprise adhérente ;
- le changement de siège social de l'entreprise adhérente ayant pour effet de la faire sortir du champ d'application de la Convention Collective du 06 mai 2002 ;
- la résiliation du présent contrat à l'initiative des partenaires sociaux ou d'AGRI PRÉVOYANCE dans les conditions prévues aux articles L.932-12 et R.932-1-6 du Code de la Sécurité sociale.

3. RÉVISION DES GARANTIES OU DES COTISATIONS

Les dispositions du présent contrat sont établies en fonction de la législation et de la réglementation en vigueur à la date de signature de l'accord départemental, notamment de celle applicable au régime de base de sécurité sociale.

En cas de changement de celles-ci postérieurement à cette date, nécessitant une modification des dispositions du présent contrat, une concertation devra être engagée avec les partenaires sociaux signataires de **la Convention Collective de Travail du 06 mai 2002** et le cas échéant faire l'objet d'un avenant audit accord. Par ailleurs, l'Institution pourra éventuellement procéder, si les résultats du régime devenaient déficitaires, après concertation et conclusion

d'un avenant par les partenaires sociaux, à une révision tarifaire ou à une diminution des garanties.

—

Toute taxe ou contribution qui deviendrait applicable au contrat et dont la récupération ne serait pas interdite, pourrait, après concertation et conclusion d'un avenant par les partenaires sociaux signataires de **la Convention Collective de Travail du 06 mai 2002**, être mise à la charge de l'entreprise adhérente et/ou des participants et payable en même temps que la cotisation.

—

4. DÉNONCIATION DU RÉGIME

En cas de dénonciation du régime mis en place par **la Convention Collective de Travail du 06 mai 2002** ou de modifications de ses dispositions entraînant la résiliation du présent contrat, qu'il y ait ou non désignation par les partenaires sociaux d'un nouvel organisme assureur, l'Institution maintient les prestations en cours de service à la date d'effet de la dénonciation, à leur niveau atteint à cette date. En cas de résiliation d'une garantie suite à la révision de l'accord, l'Institution maintient les prestations en cours de service, à leur niveau atteint à la date de fin de la garantie.

—

Ce maintien des garanties prévu ci-dessus cesse pour chacun des participants dans les conditions de l'article 2 - 5 et au plus tard, à la date de liquidation de la pension de l'assurance vieillesse de la Mutualité Sociale Agricole (y compris pour inaptitude au travail) et, en tout état de cause à la date à laquelle le participant peut bénéficier de la liquidation de sa pension

de retraite de la Mutualité Sociale Agricole à taux plein.

Les partenaires sociaux en application de l'article L.912-3 du Code de la Sécurité Sociale organiseront les modalités de la poursuite des revalorisations, avec le nouvel organisme assureur ou tout autre organisme pouvant assurer ce type de prestation.

ARTICLE 2-3 Groupe assuré

—

Le groupe assuré est constitué par l'ensemble des salariés non cadres des entreprises adhérentes :

- **sans condition d'ancienneté** pour la garantie décès (sauf pour la rente éducation) ;
- **justifiant d'un mois d'ancienneté continue ou non sur l'exploitation** pour les garanties incapacité temporaire et permanente de travail. La condition d'ancienneté est réputée acquise au premier jour du mois civil au cours duquel le salarié acquiert un mois d'ancienneté.

Dès l'entrée dans le groupe assuré, le salarié est dénommé ci-après « **participant** ».

ARTICLE 2-4 Affiliation et admission dans l'assurance des participants

—

L'affiliation des participants s'effectue sans questionnaire et sans examen médical préalables.

Doit être obligatoirement affilié au présent contrat, l'ensemble des salariés présents et futurs constituant le groupe assuré.

L'Institution délègue à la caisse de MSA le soin de procéder à l'enregistrement de l'adhésion des entreprises entrant dans le champ d'application et de déterminer les salariés de ces entreprises à affilier.

L'affiliation et l'admission dans l'assurance du participant prennent effet :

- à la date de prise d'effet de l'adhésion de l'entreprise au présent contrat, lorsque l'intéressé est inscrit sur les registres du personnel à cette date et qu'il fait partie du groupe assuré ;
- à compter du 1^{er} jour du mois civil au cours duquel les conditions nécessaires pour entrer dans le groupe assuré sont satisfaites, notamment lorsque le salarié est engagé postérieurement à la date de prise d'effet de l'adhésion de l'entreprise au présent contrat.

ARTICLE 2-5 Cessation de l'affiliation et des garanties

—

1. CESSATION DE L'AFFILIATION

L'affiliation du participant au présent contrat cesse :

- le lendemain du jour au cours duquel il cesse d'appartenir au groupe assuré visé à l'article 2 – 3 ;
- le lendemain du jour au cours duquel intervient la rupture de son contrat de travail, quel qu'en soit le motif, étant précisé qu'en ce qui concerne le participant bénéficiant des dispositions légales applicables en matière de cumul emploi-retraite, il s'agit de la date de rupture de son

contrat de travail au titre de l'activité cumulée avec sa retraite ;

- le lendemain du jour au cours duquel il cesse de percevoir une rémunération, sous réserve des dispositions spécifiques prévues à l'article 2 – 6 ci-après.

—

2. CESSATION DES GARANTIES

Pour chaque participant, les garanties prennent fin à la date de cessation de son affiliation dans les conditions du paragraphe ci-dessus.

En tout état de cause, elles cessent, excepté pour les participants bénéficiant des dispositions légales applicables en matière de cumul emploi-retraite, à la date de liquidation de la pension vieillesse de la Mutualité Sociale Agricole ou de tout autre régime de base de sécurité sociale, y compris pour inaptitude au travail et au plus tard au terme fixé par l'article les concernant.

ARTICLE 2-6 Obligations de l'institution

—

L'Institution s'engage à établir et mettre à la disposition de l'entreprise adhérente une notice d'information détaillée qui définit notamment les garanties prévues par le contrat et les modalités d'application.

ARTICLE 2-7 Obligations de l'entreprise adhérente

—

1. A L'ÉGARD DU PARTICIPANT

L'entreprise adhérente doit conformément aux dispositions de l'article L.932-6 du Code de la Sécurité sociale :

- remettre à chaque participant la notice d'information établie par l'Institution et prévue à l'article précédent ;

- avertir, par écrit, les participants des modifications apportées à leurs droits et obligations suite à une révision du régime.

La preuve de la remise au participant de la notice d'information et de toutes modifications contractuelles incombe à l'entreprise adhérente.

—

2. A L'ÉGARD DE L'INSTITUTION

L'entreprise adhérente s'oblige :

- à accepter l'affiliation de l'ensemble des participants appartenant au groupe assuré ;
- à verser les cotisations selon les modalités définies ci-après ;
- à répondre aux questions de l'Institution ou de la Caisse de Mutualité Sociale Agricole relatives à l'application du contrat ;
- à fournir à l'Institution les éléments nécessaires à la gestion du présent contrat ;
- à fournir à la Caisse de Mutualité Sociale Agricole les entrées et les sorties du personnel.

ARTICLE 2-8 Obligations du participant

—

Chaque participant s'oblige :

- à accepter le précompte des cotisations ;
- à fournir à l'Institution et à la caisse de MSA les renseignements nécessaires à l'établissement de ses droits et obligations, soit par l'intermédiaire de l'entreprise adhérente, soit directement, en cas de rupture de son contrat de travail.

Titre 3 — Les cotisations

ARTICLE 3-1 Assiette des cotisations

Les cotisations sont appelées sur la base des **rémunérations brutes entrant dans l'assiette des cotisations de Sécurité sociale, dans la limite de quatre fois le montant du plafond annuel de la Sécurité sociale.**

ARTICLE 3-2 Montant des cotisations

Les garanties du présent contrat sont accordées aux participants moyennant le paiement d'une cotisation dont le taux conventionnel est fixé à **1,29%** des rémunérations brutes entrant dans l'assiette des cotisations définie à l'article précédent.

A compter de la date de prise d'effet de l'avenant n°31 du 3 juillet 2012 à la **Convention Collective de Travail du 06 mai 2002**, il est appliqué un **taux d'appel** révisable annuellement **aux cotisations Incapacité de travail (70%) et Invalidité (85%)**, portant la cotisation de 1,29% à **1,08%**.

Le financement des garanties est le suivant :

	Taux global	Part employeur	Part salarié
Garantie Incapacité de travail	0,38%	-	0,38%
Garantie Invalidité	0,30%	0,05%	0,25%
Total Incapacité-Invalidité	0,68%	0,05%	0,63%
Garantie Capital Décès	0,19%	0,19%	-
Garantie Rente Education	0,19%	-	0,19%
Garantie Frais d'Obsèques	0,02%	-	0,02%
Total Décès	0,40%	0,19%	0,21%
Total	1,08%	0,24%	0,84%

Après une année, si le taux d'appel n'est pas reconduit suite à l'analyse de l'évolution de l'équilibre du régime de prévoyance, les taux de cotisations contractuels suivants seront de nouveau appliqués :

	Taux global	Part employeur	Part salarié
Garantie Incapacité de travail	0,54%	-	0,54%
Garantie Invalidité	0,35%	0,06%	0,29%
Total Incapacité-Invalidité	0,89%	0,06%	0,83%
Garantie Capital Décès	0,19%	0,19%	-
Garantie Rente Education	0,19%	-	0,19%
Garantie Frais d'Obsèques	0,02%	-	0,02%
Total Décès	0,40%	0,19%	0,21%
Total	1,29%	0,25%	1,04%

ARTICLE 3-3 Modalités de paiement des cotisations

Les cotisations sont dues à compter du 1^{er} jour du mois de l'entrée en vigueur des garanties. Elles cessent d'être dues à la fin du mois de la cessation d'affiliation.

Ces cotisations sont appelées et recouvrées par les caisses de Mutualité Sociale Agricole conjointement aux cotisations sociales de base, dans les mêmes conditions et selon les mêmes modalités.

Elles sont directement précomptées sur les fiches de paie par l'employeur.

Titre 4 — Garanties incapacité temporaire et permanente de travail

ARTICLE 3-4 **Défaut de paiement des cotisations**

—
Le versement des cotisations prévues par le présent contrat est de la seule responsabilité de l'entreprise adhérente, même si une fraction de celles-ci est à la charge effective des participants. En cas de non-paiement des cotisations dans le délai imparti, il sera fait application de majorations de retard selon les mêmes modalités que celles applicables aux cotisations d'assurances sociales.

Si la procédure précontentieuse demeurerait infructueuse, une procédure contentieuse sera diligentée.

ARTICLE 4-1 **Incapacité temporaire de travail**

—
Les prestations susceptibles d'être servies pour une incapacité temporaire de travail sont des **indemnités journalières complémentaires** à celles dues, au titre de l'assurance maladie ou de l'assurance accidents du travail et maladies professionnelles, par la Mutualité Sociale Agricole.

1. CONDITIONS D'INDEMNISATION

—
En cas d'absence au travail justifiée par l'incapacité temporaire de travail résultant de la maladie ou d'un accident, quelle qu'en soit l'origine, le participant justifiant **d'un mois d'ancienneté continue ou non dans l'entreprise** bénéficiera du versement d'indemnités journalières complémentaires.

2. MODALITÉS D'INDEMNISATION

—
Le versement de l'indemnité journalière complémentaire intervient dès le lendemain du dernier jour d'indemnisation par l'entreprise au titre de l'article 18-3 de la **Convention Collective de Travail du 06 mai 2002**, en cas d'arrêt se prolongeant après cette indemnisation.

3. MONTANT DE L'INDEMNISATION

—
L'indemnisation globale (indemnités journalières versées par le régime de base ainsi que les indemnités complémentaires AGRI PRÉVOYANCE) est égale à **80% du salaire brut** du salarié.

—
La période d'indemnisation se prolonge jusqu'à la fin de la perception des indemnités

journalières versées par la MSA et au maximum pendant 1095 jours.

Le salaire journalier de référence correspond au salaire brut ayant donné lieu à cotisations (limité à quatre fois le plafond de sécurité sociale) et se rapportant à la période de référence retenue par la MSA pour le calcul de ses propres indemnités journalières.

—

Le participant se trouvant en état d'incapacité temporaire de travail ne bénéficie pas de l'indemnité journalière complémentaire pendant la durée du congé légal de maternité ou de paternité.

—

4. RÈGLEMENT DES INDEMNITÉS JOURNALIÈRES COMPLÉMENTAIRES

L'indemnité journalière complémentaire est réglée par la Caisse de Mutualité Sociale Agricole **conjointement et selon la même périodicité que les indemnités journalières de base**. Elle est versée directement au participant ou à l'entreprise adhérente lorsque celle-ci est subrogée dans les droits de l'intéressé.

—

5. DURÉE DE L'INDEMNISATION

Le service de l'indemnité journalière complémentaire est maintenu tant que l'indemnité journalière du régime de base est servie au participant.

—

En cas de rupture du contrat de travail intervenant avant la fin de la période d'indemnisation du régime de base, les indemnités journalières complémentaires

continuent à être versées jusqu'à la date limite de celle-ci.

—

Le service de l'indemnité journalière cesse :

- lorsque la MSA ne verse plus au participant d'indemnité journalière au titre du régime de base ;
- dès lors que le participant reprend une activité professionnelle, quelle que soit la nature de cette activité ;
- lorsque le régime de base reconnaît au participant un état d'incapacité permanente ;
- à la date d'attribution au participant de la pension de vieillesse par un régime de Sécurité sociale et, au plus tard, à la date de liquidation de la pension de vieillesse à taux plein.
- à la date de décès du participant.

ARTICLE 4-2 Incapacité permanente de travail

—

La prestation susceptible d'être servie pour incapacité permanente de travail est une pension mensuelle versée en complément des prestations versées par la Mutualité Sociale Agricole.

—

1. CONDITIONS D'INDEMNISATION

Pour bénéficier d'une pension complémentaire, le participant :

- doit justifier **d'un mois continu ou non dans l'entreprise** ;
- ne doit pas pouvoir prétendre à une retraite de base à taux plein, notamment au titre de l'incapacité au travail ;

→ doit ouvrir droit au versement par la Mutualité Sociale Agricole d'une rente accident du travail pour incapacité permanente d'origine professionnelle, entraînant une impossibilité d'exercer une activité professionnelle et correspondant à un taux égal ou supérieur à 66,66% ou d'une pension d'invalidité de catégories 2 ou 3.

La pension ne peut se cumuler avec les indemnités journalières complémentaires que le participant percevait avant la décision de la Mutualité Sociale Agricole.

2. MONTANT DE L'INDEMNISATION

Le montant de la pension complémentaire mensuelle est égal à **30 % du salaire brut du participant**.

Le salaire de référence est égal au 12^{ème} des salaires bruts, tranches A et B, soumis à cotisations et perçus par le salarié au cours des 4 derniers trimestres civils précédant l'arrêt de travail.

3. RÈGLEMENT DE LA PENSION

La pension complémentaire est versée dès la date de reconnaissance de l'incapacité permanente de travail ou de l'invalidité par la Mutualité Sociale Agricole.

Elle est payée au participant par l'Institution mensuellement à terme échu, sous réserve de présentation des justificatifs du régime de base, pendant toute la durée de l'incapacité permanente de travail ou de l'invalidité, jusqu'aux termes prévus à l'article ci-dessous.

4. DURÉE DE L'INDEMNISATION

Le paiement de cette rente complémentaire est maintenu à l'intéressé aussi longtemps qu'il perçoit une rente de la Mutualité Sociale Agricole et est suspendu si la Mutualité Sociale Agricole suspend le versement de sa propre rente.

Il cesse définitivement à la date de liquidation de la pension vieillesse du régime de base, au plus tard à la date où le participant ouvre droit à une pension de vieillesse à taux plein, et à la date du décès du participant.

ARTICLE 4-3 Revalorisation des prestations incapacité de travail

Les prestations complémentaires d'incapacité de travail, temporaire et permanente, sont revalorisées dans les mêmes conditions et selon les mêmes modalités que les prestations en espèces, rentes et pensions du régime de base.

ARTICLE 4-4 Cumul des prestations incapacité de travail

Les prestations d'incapacité temporaire et permanente de travail de l'Institution sont servies en complément de celles attribuées par la Mutualité Sociale Agricole au titre de l'assurance maladie et l'assurance accidents du travail et maladies professionnelles.

Le cumul des prestations versées tant par la Mutualité Sociale Agricole que par l'Institution et, le cas échéant, des salaires payés, ne peut excéder le montant net du salaire d'activité perçu avant l'incapacité de travail.

ARTICLE 4-5 Dispositions particulières en cas de contrat d'assurance antérieur à la date d'effet

—
Les prestations complémentaires d'incapacité de travail, temporaire et permanente, dont le versement est maintenu par un précédent organisme assureur au niveau atteint à la date d'effet du présent contrat ou à la date d'entrée dans le groupe assuré, **sont uniquement revalorisées au titre du présent contrat.**

—
Le précédent organisme assureur qui poursuit ainsi le versement des prestations incapacité de travail maintient aux intéressés la garantie décès.

—
Toutefois, cette garantie pourra être prise en charge par le présent contrat à la double condition :

- qu'un état détaillé des bénéficiaires soit communiqué par l'entreprise adhérente à l'Institution ;
- et que le précédent organisme assureur transmette les provisions effectivement constituées.

—
Ainsi, si le précédent organisme accepte de transférer les provisions de l'ancien contrat à l'Institution, les indemnités journalières en cas d'incapacité temporaire de travail et les pensions en cas d'incapacité permanente de travail sont alors versées par l'Institution et revalorisées au titre du présent contrat.

ARTICLE 4-6 Contrôle de l'institution

—
L'Institution se réserve la faculté d'apprécier et de contrôler l'état d'incapacité du participant.

A cet effet, les médecins, agents ou délégués de l'Institution doivent pouvoir se rendre auprès du participant, lequel s'engage à les recevoir et à les informer loyalement de son état. Les médecins de l'Institution peuvent également convoquer le participant.

—
En outre, l'Institution peut demander au participant tout justificatif qui lui semblerait nécessaire afin de vérifier que le montant de l'indemnisation ne dépasse pas les limites prévues à l'article 4-4.

—
Si le participant s'oppose aux visites et/ou aux examens médicaux, ou ne produit pas les justificatifs visés au paragraphe précédent, l'Institution est autorisée à suspendre ou interrompre de plein droit le paiement des prestations en cours.

—
En cas de désaccord entre le médecin du participant et celui de l'Institution portant sur l'état d'incapacité temporaire ou permanente, le participant et l'Institution peuvent convenir de s'en remettre à un médecin arbitre. Dans ce cas, les honoraires d'arbitrage sont partagés par moitié entre le participant et l'Institution.

Titre 5 — Garantie décès

ARTICLE 5-1 Condition d'ouverture du droit

Sont couverts par cette garantie tous les salariés non cadres, **sans condition d'ancienneté** (sauf pour la rente éducation pour laquelle une ancienneté de douze mois continus ou non d'affiliation à la garantie décès est requise).

La garantie décès comprend plusieurs prestations :

- un capital décès ;
- une rente éducation ;
- une indemnité frais d'obsèques.

ARTICLE 5-2 Capital décès

1. MONTANT DU CAPITAL DÉCÈS

Capital de base

En cas de décès d'un participant, l'Institution verse, à la demande du (des) bénéficiaire(s) ou de l'entreprise adhérente, un capital décès de base d'un montant égal à **100% de son salaire annuel brut**, tel que défini ci-après.

Le salaire annuel brut retenu pour le calcul du capital décès est celui qui se rapporte aux quatre trimestres civils précédant le décès, ou le cas échéant l'arrêt de travail pour maladie ou accident, et ayant donné lieu à cotisations dans la limite de quatre fois le plafond de la Sécurité Sociale.

En cas de maintien de la garantie décès par un précédent organisme assureur, le montant des prestations garanties par cet organisme sera déduit des prestations versées au titre du présent contrat.

Majorations familiales

Le capital décès de base est majoré de **25%** par enfant à charge au moment du décès.

2. BÉNÉFICIAIRES DU CAPITAL DÉCÈS

Capital de base

Le capital de base est versé en premier lieu au conjoint survivant (ou au cocontractant d'un PACS) non séparé de corps, à moins que le participant ait fixé et notifié à AGRI PRÉVOYANCE une répartition entre son conjoint (ou cocontractant d'un PACS) et ses descendants, cette répartition ne pouvant réduire la part du conjoint à moins de 50% du capital.

En l'absence de conjoint survivant, ce capital est versé aux bénéficiaires mentionnés ci-après dans l'ordre :

- aux enfants du participant ;
- à défaut à son concubin justifiant d'au moins deux ans de vie commune ;
- à défaut à ses héritiers.

La désignation peut :

- se faire en remplissant le bulletin de désignation prévu à cet effet ;
- ou faire l'objet d'un acte sous seing privé ou d'un acte authentique.

Afin d'éviter tout risque d'homonymie et pour faciliter la recherche du (des) bénéficiaire(s) désigné(s), le participant doit indiquer, pour chaque bénéficiaire, toutes précisions permettant son identification exacte, notamment ses nom, prénoms, date et lieu de naissance.

Toute désignation ou changement de désignation non portés à la connaissance de l'Institution lui est inopposable.

Si une des personnes désignées est décédée au jour du versement du capital de base, sa fraction de capital est répartie par parts égales entre les bénéficiaires restants.

—

Majorations familiales

Pour le bénéfice des majorations familiales, sont considérés comme « **enfants** » :

- les enfants du participants (légitimes, adoptés ou reconnus, nés ou à naître);
- les enfants que le participant a recueillis et pour lesquels la qualité de tuteur lui est reconnue;
- les enfants que le participant a élevés pendant 9 ans au moins avant leur 16^{ème} anniversaire;
- les enfants que le régime de base de la Sécurité sociale reconnaît comme étant ayants-droit du participant.

Ces enfants sont considérés comme « **enfants à charge** » :

- s'ils ont moins de 18 ans, sans condition ;
- s'ils ont moins de 26 ans s'ils sont étudiants, apprentis, demandeurs d'emploi inscrits à POLE EMPLOI et non indemnisés ;
- s'ils sont reconnus invalides au sens de la législation des Assurances Sociales quel que soit leur âge, à condition que l'état d'invalidité ait été constaté avant leur 21^{ème} anniversaire.

Les majorations familiales sont versées dans tous les cas aux seules personnes qui les ont générées.

Elles sont versées directement à l'enfant à charge si ce dernier est majeur, ou à son représentant légal, s'il est mineur.

En tout état de cause, la somme des majorations générées par les enfants à charge, est répartie par parts égales entre eux.

—

Invalidité absolue et définitive

Le capital décès de base peut être versé au participant, sur demande, en cas d'invalidité absolue et définitive lui interdisant toute activité rémunérée et lui permettant de bénéficier de l'assistance d'une tierce personne au sens du régime de base.

Le paiement par anticipation du capital décès de base pour cause d'invalidité absolue et définitive s'effectue en 24 mensualités.

Il met fin à la prestations capital décès de base. Lorsque le participant vient à décéder sans avoir perçu la totalité du capital décès de base, la part correspondant au reliquat est versée aux bénéficiaires dans les conditions prévues ci-dessus.

—

3. RÉGLEMENT DU CAPITAL DÉCÈS

Le capital décès est calculé et payé par l'institution sous un délai maximum de 15 jours à compter de la réception du dossier complet et des justificatifs nécessaires.

ARTICLE 5-3 Rente éducation

—

1. MONTANT DE LA RENTE ÉDUCATION

En cas de décès d'un salarié, quelle qu'en soit l'origine, sous réserve toutefois qu'il justifie **de douze mois continus ou non d'affiliation à la**

garantie décès, il est versé à chaque enfant à charge, une rente annuelle forfaitaire en points.

—

La valeur du point, égale à celle du point AGRI PRÉVOYANCE est revalorisée chaque année par le Conseil d'Administration d'AGRI PRÉVOYANCE.

Le montant de la rente est égal à :

- **50 points** s'il a moins de 11 ans ;
- **75 points** s'il a au moins 11 ans et moins de 18 ans ;
- **100 points** s'il a au moins 18 ans et moins de 26 ans et s'il poursuit des études.

—

2. BÉNÉFICIAIRES DE LA RENTE ÉDUCATION

La rente éducation est versée :

- soit directement à l'enfant charge qui l'a générée, s'il est majeur ;
- soit à son représentant légal, ou avec son accord, à la personne en ayant la charge effective, s'il est mineur.

—

Pour le bénéfice de la rente éducation, sont considérés comme « **enfants** » :

- les enfants du participants (légitimes, adoptés ou reconnus, nés ou à naître) ;
- les enfants que le participant a recueillis et pour lesquels la qualité de tuteur lui est reconnue ;
- les enfants que le participant a élevés pendant 9 ans au moins avant leur 16^{ème} anniversaire ;
- les enfants que le régime de base de la Sécurité sociale reconnaît comme étant ayants-droit du participant.

Ces enfants sont considérés comme « **enfants à charge** » :

- s'ils ont moins de 18 ans, sans condition ;
- s'ils ont moins de 26 ans s'ils sont étudiants, apprentis, demandeurs d'emploi inscrits à POLE EMPLOI et non indemnisés ;
- s'ils sont reconnus invalides au sens de la législation des Assurances Sociales quel que soit leur âge, à condition que l'état d'invalidité ait été constaté avant leur 21^{ème} anniversaire.

—

3. RÉGLEMENT DE LA RENTE ÉDUCATION

Le paiement de la rente sera effectué dans les quinze jours suivant la réception par l'Institution de prévoyance de la demande de prestations comportant l'attestation par l'entreprise adhérente que le participant était bien garanti à la date du décès.

—

Le premier versement de la rente est effectué lors du paiement du capital décès.

Par la suite, la rente est versée annuellement avant le 31 octobre de chaque année au représentant légal de l'enfant mineur ou majeur protégé ou à l'enfant majeur sur sa demande.

—

Si la demande de prestations est présentée plus d'un an après la date de décès, la rente est versée à compter du premier jour suivant la date à laquelle l'Institution de prévoyance l'a reçue. La rente cesse d'être payée à la fin du trimestre au cours duquel l'enfant n'est plus à charge.

ARTICLE 5-4 Indemnité frais d'obsèques

—

En cas de décès du conjoint non séparé de corps ou d'un enfant à charge du participant, il est versé à ce dernier, sous réserve qu'il ait effectivement supporté les frais d'obsèques, une indemnité dont le montant est égal à **100% du plafond mensuel de la Sécurité sociale** en vigueur au moment du décès.

—

Pour le bénéfice de l'indemnité frais d'obsèques, on entend par conjoint le conjoint survivant non séparé de corps ou le cocontractant d'un Pacte Civil de Solidarité (PACS), à défaut, le concubin justifiant de deux ans de vie commune ou ayant un enfant en commun avec le participant.

—

La définition d'enfants à charge est identique à celles énoncée à l'article 5-3 §2.

L'indemnité frais d'obsèques est versée, sur justificatifs, dans la limite des frais réellement engagés. Elle est calculée et payée par l'institution sous un délai maximum de 15 jours à compter de la réception du dossier complet.

ARTICLE 5-5 Exclusions

—

Sont garantis par l'Institution tous les risques de décès, à l'exclusion de ceux résultant :

- 1° de la guerre civile ou étrangère ;**
- 2° du fait volontaire du bénéficiaire ;**
- 3° du fait du participant, le suicide étant pris en charge.**

ARTICLE 5-6 Maintien de la garantie décès

—

Conformément aux dispositions de l'article 2-5, la garantie décès cesse à la date de cessation de l'affiliation du participant.

Par exception aux dispositions de l'alinéa précédent, la garantie décès est maintenue, en cas de rupture du contrat de travail, pour les participants indemnisés par le présent contrat au titre :

- de la garantie incapacité temporaire de travail ;
- de la garantie incapacité permanente de travail.

Annexe 1 — Définitions

ACTE AUTHENTIQUE

Un acte authentique est un acte établi par un officier public et signé devant lui par toutes les parties à l'acte.

—

ACTE SOUS SEING PRIVÉ

Un acte sous seing privé est un acte dont la rédaction est libre, établi par l'une des parties à l'acte et signé par tous les participants à cet acte. Il doit y avoir autant d'originaux que de participants à cet acte. L'acte sous seing privé peut ou non être enregistré auprès du service des impôts.

—

CONJOINT

La personne mariée avec le participant et non séparée de corps.

—

COCONTRACTANT D'UN PACS

La personne ayant conclu un Pacte Civil de Solidarité (PACS) avec le participant, conformément aux dispositions de l'article 515-1 du Code Civil.

—

CONCUBIN

Par concubin, il faut entendre la personne avec laquelle le participant vit en concubinage. Un concubinage est une union de fait caractérisée par une vie commune présentant un caractère de stabilité et de continuité entre deux personnes de sexe différent ou de même sexe, qui vivent en couple (article 515-8 du Code Civil).

De plus, les concubins doivent être libres de tout autre lien de même nature (c'est-à-dire que chacun est célibataire, veuf, divorcé et n'est pas

engagé dans les liens d'un Pacte Civil de Solidarité – PACS).

Est considéré comme concubin au sens du présent contrat, la personne pouvant justifier d'au moins deux ans de vie commune avec le salarié. La condition de durée est considérée comme remplie lorsqu'au moins un enfant est né de cette union.

